

Filpac CGT - FO - SNJ - SNJ CGT - CFDT - CGC - CFTC

Déclaration au comité de groupe EBRA

L'ensemble des organisations syndicales du groupe EBRA et des sociétés voisines ou cousines s'opposent à tout licenciement, à tout plan de licenciement, d'où qu'il vienne.

En fonction des diverses obligations légales en la matière, elles exigent sans délai, dès ce comité, sans plus de mesures dilatoires, la mise en place d'une procédure de Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences à l'échelle du groupe, dans le but de valoriser l'emploi, prévenir tout licenciement, d'anticiper les applications du multimédia, de traiter l'emploi sous l'angle d'une sécurité sociale professionnelle, collective et paritaire. Cette GPEC, qui ne se substitue pas à la consultation des comités d'entreprise, traitera de la stratégie du groupe pour les trois ans à venir.

Il est plus que temps, la véritable direction du groupe, celle qui exerce le mandat opérationnel, doit rendre compte de sa stratégie : non seulement une tendance lourde à l'externalisation des tâches informatiques, mais surtout la dématérialisation des entreprises amènent au constat que des décisions d'état major ont été prises qui choisissent le numérique au détriment du papier imprimé. Cette dynamique à l'oeuvre de mise en réseau des entreprises, de leur dématérialisation, doit être, la légalité l'exige, présentée au comité de groupe, aux différents comités d'entreprise, et aux salariés.

On ne dirige pas le premier groupe de presse dans le secret bancaire, et le Crédit mutuel, banque désormais subventionnée par l'Etat, n'a aucune légitimité à transformer la presse, imprimée ou numérique, en papier monnaie ou en titre spéculatif. L'information ne doit pas se jouer sur le marché des *subprimes*, les salariés de la presse ne sont pas des *traders*.

Pourquoi une négociation de groupe ? La direction a montré son intense activité de remise en cause des titres, *Vosges matin* contre *Est Républicain* et *Liberté de l'Est*, annonce de rapprochement *Bien Public – Journal de Saône-et-Loire*, indices avant-coureurs concernant les titres alsaciens et lorrain, etc. Les questions de la distribution, des centres d'impression, de la place d'Euro Information justifieraient déjà l'échelle de négociation requise.

Mais une autre raison, tout aussi importante, commande la négociation à l'échelle du groupe : il s'agit du traitement de l'emploi. Toutes les organisations syndicales du groupe veulent rompre avec la campagne de démoralisation entretenue, distillant insidieusement que la seule solution à l'emploi est le départ qu'on ose qualifier de volontaire, que la personne passée par une certaine expérience n'a pas d'avenir dans le groupe. Tout ça pour opérer un vaste gâchis des savoir-faire et des énergies, au nom de ratios économiques englués dans un raisonnement libéral sectaire. L'âge auquel un salarié peut atteindre sa retraite à taux plein ne cesse de reculer, la valeur de sa pension s'effondre, sa couverture sociale ne cesse de diminuer, alors que la direction du groupe a l'œil rivé sur le plus de départs possibles, le plus

tôt possible. Et ce dans un contexte désastreux, où la politique de chômage de masse implique que la perte d'emploi peut être définitive.

L'emploi doit être traité en ravalant la rupture du contrat de travail au rang d'exception, en établissant une caisse paritaire de sécurité professionnelle, en privilégiant la formation professionnelle, l'adaptation aux évolutions des métiers et des besoins de l'information, en excluant le passage par la case chômage. Le syndicalisme que nous représentons ne saurait se dévaluer au point de n'être qu'une signature dévalorisée au bas d'un énième plan social.

Cette négociation bénéficiera des travaux de l'observatoire des métiers de la presse, qui a établi des travaux exploratoires sur les nouveaux métiers. Pour promouvoir ces métiers dont certains ont commencé à se mettre en place, voilà ce que permet une gestion dynamique, paritaire et sociale de l'emploi. La rupture des générations, la mise en concurrence des salariés, la campagne de dénigrement de certains secteurs salariés, voilà qui a fait la preuve de son échec, comme le montre le développement de la Grande Crise, qui est celle du libéralisme.

La valeur du travail, à tous points de vue, doit être remise au centre des entreprises d'information du groupe EBRA et de ses dépendances. Il est tard, pas trop tard. Les organisations syndicales demandent séance tenante à la direction du groupe une réponse positive à son offre de négociations sur les intérêts bien compris de tous. Le développement conjoint du numérique, de la crise et de son chômage, la situation de l'information n'autorisent plus de délai.

En conséquence, les membres du comité de groupe suspendent la séance et la reprendront au cours du mois de mai avec comme autre point à l'ordre du jour la présentation du plan évoqué par M. Colin.

Lyon, le 9 avril 2009